

Session de Rome – 1973
Session du Centenaire

Les effets de l'adoption en droit international privé

(Septième Commission, Rapporteur : M. Rodolfo de Nova)

(Le texte français fait foi. Le texte anglais est une traduction.)

L'Institut de Droit international,

Considérant que, de nos jours, la plupart des systèmes juridiques prévoient l'adoption, acte juridique par lequel une personne est regardée - à certains égards ou à tous égards - comme l'enfant légitime d'une autre personne ou de deux époux dont elle n'est pas l'enfant légitime,

Considérant en outre que les adoptions présentant un caractère international deviennent de plus en plus fréquentes et qu'en l'absence d'une uniformité des règles matérielles, de délicats conflits de lois risquent de se poser et, en fait, se posent,

Tenant compte du travail que la Conférence de La Haye de droit international privé a réalisé pour résoudre ces problèmes en établissant, en 1965, la convention concernant la compétence des autorités, la loi applicable et la reconnaissance des décisions en matière d'adoption,

Constatant, toutefois, que la convention de La Haye ne traite pas de la question du droit applicable aux effets de l'adoption,

Convaincu que de nouveaux efforts doivent être consacrés à la détermination des règles de droit concernant au moins les principaux effets de l'adoption et susceptibles d'être généralement acceptées,

Adopte la présente Résolution :

Article premier

a) En principe, la loi personnelle de l'adoptant régit, d'une part, les rapports entre l'adopté et l'adoptant ou les membres de la famille de celui-ci et, d'autre part, les rapports entre l'adopté et son ou ses parents d'origine ou les membres de la famille de ces derniers.

b) Toutefois, les règles de la loi qui régit les rapports entre l'adopté et sa famille d'origine, relatives au consentement des parents ou à la dispense d'un tel consentement, telles qu'elles existent au moment de l'adoption, doivent être respectées. Si elles ne le sont pas, les rapports entre l'adopté et son ou ses parents d'origine ou les membres de la famille de ces derniers demeurent régis, en principe, par la loi qui les gouverne indépendamment de l'adoption.

Article 2

Si l'adoption est le fait de deux époux, la loi applicable au sens de l'article premier, paragraphe a), est celle qui régit ou régirait les rapports entre les époux et leurs enfants légitimes.

Article 3

Le changement, après l'adoption, de la circonstance de rattachement visée aux articles premier, paragraphe a), et 2 entraîne le changement de la loi applicable.

Toutefois, en principe, les rapports existant au moment de l'adoption entre l'adopté et son ou ses parents d'origine ou les membres de la famille de ces derniers ne sont pas affectés par le changement de la circonstance de rattachement.

Article 4

Les articles précédents couvrent notamment la garde de l'enfant, les devoirs d'entretien et d'éducation et les pouvoirs des parents.

Article 5

La création ou la modification, du fait de l'adoption, de droits et obligations, tels que les droits successoraux, les droits et obligations en matière de responsabilité civile ou contractuelle, les avantages fiscaux, les prestations de sécurité sociale ou la responsabilité en matière pénale, sont régies par la loi qui gouverne la situation juridique dont sont issus ces droits et obligations.

La loi visée à l'alinéa précédent peut ne pas donner effet à une adoption qui, dans l'ensemble, ne présente pas une analogie suffisante avec l'adoption qu'elle prévoit.

Article 6

La loi applicable en vertu des articles précédents pourra être écartée si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public, particulièrement dans les cas où l'intérêt prépondérant de l'adopté mineur doit être préservé.

*

(14 septembre 1973)

Vœu

L'Institut de Droit international,

Estimant que la différence de nationalité entre l'adopté et le ou les adoptants peut compromettre l'unité au sein de la famille adoptive,

Adopte en outre le vœu suivant :

Les autorités compétentes dans chaque Etat devraient établir des règles, des procédures et des pratiques permettant d'étendre rapidement à l'adopté mineur la nationalité du ou des adoptants.

*

(14 septembre 1973)